

Unité départementale de l'Oise  
44, Rue de Tournai  
CS 40 259  
59019 Lille Cedex

Lille, le 25/07/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DOW France**

Plateforme chimique  
rue Frédéric Kuhlmann  
60870 Villers-Saint-Paul

Références : IC-R/0283/24-FH/SL  
Code AIOT : 0005101667

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2024 dans l'établissement DOW France implanté Rue Frédéric Kuhlmann 60870 Villers-Saint-Paul. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DOW France
- Rue Frédéric Kuhlmann 60870 Villers-Saint-Paul
- Code AIOT : 0005101667
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société exploite des installations de fabrication de polymères acryliques en solution dans l'eau

utilisés principalement dans le domaine de la détergence (additifs dans les lessives pour le linge et les lave-vaisselles) et dans le traitement des eaux. Une partie de ces polymères est séchée sur le site.

Ses activités sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2013.

Le site se situe sur la plateforme industrielle de Villers-Saint-Paul, qui compte également les sociétés Arkema (Seveso Seuil Haut), Chemours (Seveso Seuil Haut), IWT (Autorisation) et VSPU (Autorisation).

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

#### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

La visite du 03 juillet 2024 a porté sur la thématique du Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PM2I) appliquée à l'établissement DOW à Villers-St-Paul. La visite a consisté à vérifier par sondage le respect de certaines prescriptions du référentiel applicable : les arrêtés ministériels des 3 et 4 octobre 2010, ainsi que les guides professionnels approuvés associés.

En conclusion de la visite, l'équipe d'inspection n'a pas relevé de non-conformité réglementaire. En tenant compte de la transmission du compte-rendu de la visite de routine du réservoir B210 (courriel du 12/07/2024), aucun dépassement d'échéance de contrôle n'a été constaté. L'Inspection formule plusieurs demandes et observations, pour lesquelles l'exploitant est invité à transmettre ses réponses dans un délai de 3 mois (à compter de la réception du présent rapport). L'Inspection ne propose aucune suite (pénale ou administrative) à cette visite.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	8) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
11	11) Examen d'un dossier de réservoir – Rapports de contrôle	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	12) Examen d'un dossier d'ouvrage GC – Rapports de contrôle	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1) Application démarche PM2I (rés. LI)	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1-I	Sans objet
2	2) Application démarche PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	(hors réservoirs LI)		
3	3) Organisation de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4	Sans objet
4	4) Docs Qualité	Code de l'environnement du 04/10/2010, article R. 515-90-1	Sans objet
5	5) Recensement des équipements soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4	Sans objet
6	6) Modalités de suivi des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3	Sans objet
7	7) Recensement des équipements soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
9	9) Recensement des équipements soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
10	10) Modalités de suivi PM2I des ouvrages GC	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
13	13) Examen d'un dossier de tuyauterie – Rapports de contrôle	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 03 juillet 2024 a porté sur la thématique du Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PM2I) appliquée à l'établissement DOW à Villers-Saint-Paul. La visite a consisté à vérifier par sondage le respect de certaines prescriptions du référentiel applicable : les arrêtés ministériels des 3 et 4 octobre 2010, ainsi que les guides professionnels approuvés associés.

L'ordre du jour a porté sur les points suivants :

- l'organisation de l'exploitant pour l'application de la démarche PM2I sur site ;
- le recensement des équipements concernés et la mise à jour des listes d'équipements ;
- les modalités de contrôle des réservoirs, rétentions et tuyauteries concernés par le PM2I ;
- le suivi des échéances, la planification et la réalisation des contrôles à réaliser au titre du PM2I ;
- l'établissement et la mise à jour des dossiers d'équipements.

Puis, le suivi des équipements concernés par le PM2I a été contrôlé au travers de l'examen par sondage de certains documents figurant dans les dossiers des équipements suivants :

- le réservoir n°B210 contenant de l'acide acrylique ;
- la rétention associée au réservoir B210 ;
- le tronçon de tuyauterie T2126.

L'inspection s'est déroulée principalement en salle. Une visite de terrain a permis de visualiser les équipements dont les dossiers avaient été examinés en salle auparavant (cf. liste ci-dessus).

En conclusion de la visite, l'équipe d'inspection n'a pas relevé de non-conformité réglementaire. En tenant compte de la transmission du compte-rendu de la visite de routine du réservoir B210 (courriel du 12/07/2024), aucun dépassement d'échéance de contrôle n'a été constaté.

Par ailleurs, l'Inspection formule plusieurs demandes et observations portant sur :

- la formalisation et la justification des modalités de suivi au titre du PM2I ;
- l'organisation à mettre en place pour s'assurer du respect des délais fixés par le guide DT 92 pour la remise en état des défauts relevés sur les ouvrages de Génie Civil ;
- la justification et la mise en œuvre de la démarche par équipement témoin pour le suivi des tuyauteries au titre du PM2I.

L'exploitant est invité à transmettre ses réponses aux observations formulées dans un délai de 3 mois (à compter de la réception du présent rapport).

L'Inspection ne propose aucune suite (pénale ou administrative) à cette visite.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : 1) Application démarche PM2I (rés. LI)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PM2I réservoirs de LI
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités :  1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ;  2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.
<b>Constats :</b>

<p>L'établissement DOW à Villers-St-Paul est un site à autorisation, classé Seuil Bas (SB) par dépassement direct du seuil SB de la rubrique ICPE 4510 (100 tonnes). D'après le donné acte du Préfet de l'Oise du 24/01/2017, la société est soumise à autorisation pour 7 rubriques ICPE. Mais aucune de ces 7 rubriques ne fait partie des rubriques « Liquides inflammables » citées au §I de l'art. 1 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010.</p> <p>Par ailleurs, à la connaissance de l'Inspection, il y a sur site moins de 1000 tonnes de liquides et substances inflammables présentant les mentions de dangers H224, H225 et H226. Ainsi, le site ne valide pas non plus les conditions du 2ème paragraphe de l'art. 1 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010.</p> <p>Donc, l'arrêté ministériel du 03/10/2010 modifié ne s'applique pas à l'établissement DOW à Villers-Saint-Paul.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : 2) Application démarche PM2I (hors réservoirs LI)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PM2I hors réservoirs de LI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation, à l'exclusion des installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>D'après le donné acte du Préfet de l'Oise du 24/01/2017, la société DOW est soumise à autorisation pour 7 rubriques ICPE (toutes hors rubriques 2101 et 3660). L'établissement étant soumis à autorisation pour au-moins 1 rubrique ICPE (en dehors des rubriques ICPE 2101 et 3660), l'arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié s'applique.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : 3) Organisation de l'exploitant**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Orga exploitant suivi PM2I
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- supérieure à 10 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou</li> <li>- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou</li> <li>- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.</li> </ul>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour l'établissement DOW à Villers-St-Paul, la mise en œuvre de la démarche du Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PM2I) fait intervenir plusieurs personnes et services :</p> <p>1) Sur le site de Villers-St-Paul, un agent du service Maintenance DOW Villers-St-Paul s'occupe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du suivi des échéances ;</li> <li>- de la planification des contrôles, en lien avec le service Production et les organismes de contrôle ;</li> <li>- de l'accompagnement sur site des organismes de contrôle ;</li> <li>- de la réception, de la pré-analyse et de l'archivage des rapports de contrôle.</li> </ul> <p>2) Des agents DOW basés en Inde spécialisés dans le suivi des équipements industriels élaborent les programmes d'inspection, analysent les rapports de contrôle et proposent les suites à donner (actions correctives notamment).</p> <p>3) Un référent basé sur le site de DOW / Terneuzen (Pays-Bas) valide les plans d'inspections et les suites à donner après contrôles (actions correctives).</p> <p>4) 1 à 2 entreprises extérieures spécialisées réalisent les visites et contrôles d'équipements, y compris les visites annuelles portant sur les réservoirs et rétentions.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : 4) Docs Qualité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 04/10/2010, article R. 515-90-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Docs Qualité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les programmes d'inspection des établissements relevant de la présente section sont conçus en vue d'un examen, planifié et systématique, des systèmes techniques, des systèmes d'organisation et des systèmes de gestion appliqués dans l'établissement concerné, afin de s'assurer, notamment, que :</p> <p>1° L'exploitant prouve qu'il a :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Pris des mesures appropriées et qu'elles sont fonctionnelles, compte tenu des diverses activités de l'établissement, en vue de prévenir tout accident majeur ;</li> <li>b) Prévu des moyens appropriés et qu'ils sont opérationnels, pour limiter les conséquences d'accidents majeurs sur le site et hors de celui-ci ;</li> </ul> <p>2° Les données et les informations reçues dans l'étude de dangers reflètent fidèlement la situation de l'établissement ;</p> <p>3° Soient fournies les informations permettant au préfet de remplir les obligations prévues à l'article L. 515-34.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>En matière d'organisation sur la thématique PM2I, l'exploitant a présenté les standards du groupe DOW libellés GMIS : Global Mechanical Integrity Standard.</p> <p>Ces dispositions, accessibles depuis l'intranet du site, précisent notamment les rôles et responsabilités par grandes missions.</p> <p>L'équipe d'inspection DREAL a noté que l'exploitant a également formalisé la méthodologie et les résultats de son recensement des équipements soumis à suivi PM2I dans le rapport Apsys réf. FTED/NT/190142 du 06/04/2020. Par contre, les représentants de l'exploitant n'ont pu présenter aucun document formalisant les modalités de suivi des équipements par application de la démarche PM2I.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Observation n°01 : L'exploitant formalisera dans un document sous Assurance Qualité les modalités de suivi qu'il met en œuvre pour les contrôles périodiques d'équipements soumis à suivi dans le cadre du Plan de Modernisation des Installations Industrielles.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : 5) Recensement des équipements soumis au PM2I**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Recensement PM2I – Réservoirs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- supérieure à 10 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou</li> <li>- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou</li> <li>- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>A l'entrée en vigueur de la réglementation imposant le PM2I, l'exploitant du site de DOW à Villers-St-Paul a fait réaliser un premier recensement au travers du rapport APAVE de mai 2014. A ce stade, une première version de la liste des équipements soumis à suivi PM2I était disponible au format tableur.</p> <p>L'exploitant a fait mettre à jour son recensement des équipements soumis à suivi PM2I en 2020 pour prendre en compte des modifications matérielles sur site, des mises à jour d'étiquetage de produits ainsi que les remarques de l'inspection DREAL du 1er juin 2017 ayant porté sur cette thématique. Le rapport APSYS « Identification des équipements soumis au plan de modernisation » réf. FTED/NT/190142 du 06/04/2020 présente la méthodologie appliquée et les conclusions de la mise à jour du recensement, avec notamment une mise à jour de la liste des équipements soumis à suivi PM2I. Les représentants de l'exploitant ont précisé qu'ils avaient mis à disposition d'APSYS</p>



<p>la précédente liste des équipements suivis, ainsi que la base de données des équipements du site.</p> <p>L'équipe d'inspection a vérifié la cohérence du contenu de la liste des réservoirs soumis à suivi PM2I par rapport à sa connaissance des installations du site (arrêtés préfectoraux et dossiers de modifications). Par rapport aux rubriques ICPE de produits avec mentions de dangers susceptibles d'induire un suivi PM2I, la liste des réservoirs avec suivi PM2I de l'exploitant inclut bien le réservoir d'acide acrylique cité en annexe au donner acte du préfet de l'Oise du 24/01/2017.</p> <p>Toujours par rapport à ce tableau de classement, l'exploitant a précisé que les produits finis liquides ne possèdent pas de mention de dangers pouvant induire un suivi PM2I.</p> <p>Et par rapport au dossier de modification « EA » (Rapport APSYS « Porter à connaissance - Dépotage et stockage d'acrylate d'éthyle » réf. FIUS210575/21-01131 du 22/02/2023), les représentants de l'exploitant ont indiqué en salle que ce projet n'avait pas été mis en œuvre au jour de la présente visite. Les équipements composant cette modification n'ont donc pas été implantés. Il n'y a donc pas eu besoin de mettre à jour la liste des équipements soumis à suivi PM2I du fait de la modification EA.</p> <p>En conclusion du recensement des réservoirs de stockage, seul le réservoir d'acide acrylique B210 est soumis à suivi PM2I sur le site de DOW.</p> <p>L'exploitant n'a exclu aucun réservoir de stockage au motif d'absence de risque environnemental.</p> <p>Pour le maintien à jour de cette liste, les représentants de l'exploitant ont indiqué qu'en cas de modification, l'organisation en place pour la gestion des modifications prévoit qu'un formulaire d'évaluation d'impact du projet est à renseigner. Celui-ci comporte un volet sur l'impact réglementaire en fin de document. A titre d'exemple, le formulaire renseigné pour la modification « EA » a été présenté en séance aux Inspecteurs.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : 6) Modalités de suivi des réservoirs**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Modalités de suivi PM2I des réservoirs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;</li> <li>- à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.</li> <li>- pour les réservoirs de plus de 100 m<sup>3</sup>, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans (...).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p>

Pour les modalités de suivi de son réservoir soumis à suivi PM2I, l'exploitant prévoit bien :

- tous les ans : une visite de routine ;
- tous les 5 ans : une visite externe détaillée ;
- tous les 10 à 20 ans : une visite hors exploitation détaillée.

Le suivi du respect de ces échéances est réalisé au travers d'une application (APM). Cette application informatique permet le suivi des échéances de contrôles à plusieurs titres, et pas uniquement des contrôles mis en œuvre dans le cadre du PM2I. Des réunions mensuelles (avec notamment le service Maintenance) permettent de compléter ce suivi des échéances.

Le réservoir d'acide acrylique (soumis à suivi PM2I) a fait l'objet d'une visite Hors Exploitation Détaillée (HED) en 2021. Et, par message électronique du 12/07/2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection le compte-rendu de visite de routine réalisée le même jour sur ce réservoir.

Ainsi, en tenant compte du document transmis post-inspection, ce réservoir ne présente pas de retard de contrôle au titre du PM2I.

Toutefois, l'équipe d'inspection s'est interrogée sur les périodicités de contrôles paramétrées dans l'application de suivi de l'exploitant. Ces périodicités ne semblaient pas correspondre aux périodicités imposées par l'art. 4 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010. Par message électronique du 12/07/2024, l'exploitant a indiqué avoir recalé les périodicités de contrôle de son application par rapport aux périodicités prescrites par la réglementation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : 7) Recensement des équipements soumis au PM2I

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Recensement PM2I – Tuyauteries et capacités

##### **Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article sont applicables :

1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et
2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou
3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou
4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,

sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et
- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et
- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)

#### **Constats :**

L'exploitant a fait établir la mise à jour de son recensement des équipements soumis à suivi PM2I par le bureau d'études APSYS. Le rapport « Identification des équipements soumis au plan de modernisation » réf. FTED/NT/190142 du 06/04/2020 détaille la méthodologie utilisée et les documents consultés. En conclusion, ce rapport liste les différents équipements soumis à suivi PM2I.

#### **Pour les capacités :**

Le Bureau d'études a bien tenu compte des 2 critères d'entrée pouvant rendre nécessaire le suivi PM2I d'une capacité :

1) 1er alinéa de l'art. 5 de l'AM du 04/10/2010 modifié : pour ce 1er critère, le réacteur R150 et le stockeur d'acide acrylique sont concernés. Mais le réacteur R150 constitue un Équipement Sous Pression (ESP) et est donc exclu du suivi PM2I. Et le stockeur d'acide acrylique est déjà suivi dans le cadre du PM2I (au titre de l'art. 4 de l'AM du 04/10/10 - cf. ci-dessus).

2) alinéas 2 à 5 de l'art. 5 de l'AM du 04/10/2010 modifié (critères dimensionnels) : seule la capacité R140 (26 m<sup>3</sup> avec contenant H400) est concernée. Mais cette capacité constitue un ESP. Elle est donc exclue du suivi PM2I. Aucune autre capacité d'un volume supérieur à 10 m<sup>3</sup> n'a été identifiée lors du recensement.

En conclusion du recensement, aucune capacité soumise à suivi PM2I n'a été recensée.

#### **Pour les tuyauteries :**

Toujours pour les 2 types de critères de soumission à PM2I des tuyauteries :

1) 1er alinéa de l'art. 5 de l'AM du 04/10/2010 modifié : pour ce 1er critère, le recensement indique qu'aucune tuyauterie du site n'est susceptible de générer un phénomène dangereux de gravité Importante (ou plus). Tout au plus, en cas d'épandage, les effets toxiques resteraient limités à l'intérieur du site.

2) alinéas 2 à 5 de l'art. 5 de l'AM du 04/10/2010 modifié (critères dimensionnels) : 8 tronçons de tuyauteries ont été listés (de diamètres 80 mm et 100 mm).

A noter qu'une section de la tuyauterie T2106 (longueur 10m) a été exclue du suivi PM2I pour absence de risque environnemental. Elle se situe à proximité d'un réacteur, dans un atelier couvert sur une rétention en béton, avec carrelages anti-acide et caniveaux orientant vers une fosse de collecte.

Lors de la visite de terrain, l'équipe d'inspection a pu observer cette section de tuyauterie en atelier.

En conclusion, 8 tuyauteries sont soumises à suivi PM2I.

**Type de suites proposées :** Sans suite

N° 8 : 8) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Modalités de suivi PM2I des tuyauteries et capacités
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)
<b>Constats :</b>  Au jour de la visite, l'exploitant n'avait pas formalisé de plan d'inspection pour les tuyauteries de son site soumises à un suivi PM2I. Les 8 tuyauteries soumises à suivi PM2I sont similaires par leurs caractéristiques techniques (diamètre, nuance d'acier) et par leurs conditions d'exploitation (produit contenu, présence de calorifuge). L'exploitant a indiqué qu'il applique une « démarche témoin », comme le permettent les dispositions des pages 8 à 10 du guide DT 96.  Par message électronique du 09/07/2024, l'exploitant a retransmis une extraction de son logiciel de suivi des échéances de contrôles au titre du PM2I. Pour 7 tuyauteries, l'exploitant prévoit : <ul style="list-style-type: none"><li>- tous les 30 mois : une visite de routine ;</li><li>- tous les 10 ans : une inspection visuelle externe, une mesure d'épaisseur et une recherche de corrosion sous calorifuge.</li></ul> <b>Non-conformité n°01 (fait modéré) :</b> En salle, le jour de la visite, l'exploitant n'a pas pu présenter de document justifiant (de façon formalisée) la démarche « témoin » appliquée, ainsi que la pertinence des contrôles mis en œuvre (type, périodicité, zones contrôlées) en fonction des modes de dégradation redoutés.  Par message électronique du 12/07/2024, l'exploitant a transmis un bon de commande validé (n°4701461031 daté du 12/07/2024) pour l'établissement du plan d'inspection des tuyauteries soumises à suivi PM2I, ainsi que pour la réalisation de leur premier contrôle en application de ce plan (avant fin septembre 2024).  Lors de la visite, l'exploitant a indiqué en salle qu'il a fait réaliser des contrôles en 2020 sur la tuyauterie n°2101 puis en juin 2024 sur la tuyauterie n°2104 (tuyauteries dites représentatives).  Au jour de la visite, l'exploitant disposait déjà d'un programme de contrôle des tuyauteries soumises à suivi PM2I. En restitution de la visite, l'équipe d'inspection a indiqué à l'exploitant qu'il était indispensable de formaliser un plan d'inspection qui justifie notamment de la « démarche témoin », ainsi que des modalités de contrôle prévues (type, périodicité, zones contrôlées) en application du guide DT 96.  L'exploitant ayant transmis un bon de commande validé (par mél du 12/07/24), l'Inspection

considère la réalisation de la prestation correspondante comme certaine. Ainsi, en raison des délais associés, l'Inspection estime qu'il n'est pas adapté d'engager des suites à ce stade.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Demande n°01 (action corrective) :</b> Concernant les tuyauteries soumises à suivi PM2I, l'exploitant tiendra l'Inspection informée de l'avancement des actions et lui transmettra le plan d'inspection et les rapports de contrôles quand ils seront disponibles.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 9 : 9) Recensement des équipements soumis au PM2I**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Recensement PM2I – Massifs et cuvettes
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et</li> <li>- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et</li> <li>- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et</li> <li>- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)</li> </ul>
<b>Constats :</b>  <p>Dans son fichier des équipements soumis à suivi PM2I, l'exploitant a recensé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 massif béton : celui du seul réservoir d'acide acrylique soumis à suivi PM2I ;</li> <li>- 1 rétention : celle du seul réservoir d'acide acrylique soumis à suivi PM2I ;</li> <li>- 5 ponts de tuyauteries, qui supportent une partie des 8 tronçons de tuyauteries soumises.</li> </ul> <p>L'équipe d'inspection n'a pas vérifié l'exhaustivité du recensement des équipements à suivre au titre de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié, en particulier pour les ponts de tuyauteries.</p> <p>A noter que certains supports de tuyauteries DOW appartiennent et sont suivis par des tiers de la plateforme : VSPU ou Arkéma. Pour ces équipements, DOW est destinataire des rapports de contrôles.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : 10) Modalités de suivi PM2I des ouvrages GC**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi des ouvrages de Génie Civil soumis à PM2I
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et</li><li>- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ;</li><li>- (...).</li></ul> L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.  A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.
<b>Constats :</b>  L'exploitant prévoit une visite annuelle de la rétention et du massif du réservoir B210.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : 11) Examen d'un dossier de réservoir – Rapports de contrôle**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Examen d'un dossier d'équipement (réservoir soumis)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède : <ul style="list-style-type: none"><li>- à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;</li><li>- à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.</li><li>- pour les réservoirs de plus de 100 m<sup>3</sup>, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans (...).</li></ul>
<b>Constats :</b>

Dans la suite de la présente visite, l'équipe d'inspection a contrôlé par sondage le contenu des dossiers d'équipements soumis à suivi PM2I. A ce titre, les Inspecteurs ont demandé à consulter les derniers rapports de contrôle associés :

- au réservoir B210 ;
- à la rétention du réservoir B210 ;
- au tronçon de tuyauterie T2126, dite « boucle courte ».

La suite du présent point de contrôle porte sur le suivi du réservoir B210 d'acide acrylique.

**Pour sa visite de routine annuelle**, au jour de l'inspection DREAL, le dernier compte-rendu de visite de routine présenté était celui du 22/11/2022. Comme indiqué auparavant dans le présent rapport, l'exploitant a réalisé une visite de routine en date du 12/07/2024 et a retransmis le compte-rendu correspondant par message électronique du même jour. En conclusion, la visite de routine a été jugée satisfaisante sans réserve pour la poursuite d'exploitation du réservoir jusqu'à son prochain contrôle.

**Pour sa dernière visite Hors Exploitation Détaillée (HED)**, l'exploitant a présenté le rapport en date du 21/10/2021, avec en annexe les rapports des examens non-destructifs réalisés : mesures d'épaisseur du fond et ressues.

L'équipe d'inspection a noté positivement que ce rapport se prononçait explicitement sur l'aptitude de l'équipement à être exploité jusqu'à son prochain contrôle réglementaire.

**Pour sa dernière visite Externe Détaillée (ED)**, le réservoir B210 ayant fait l'objet d'une visite HED (plus complète) il y a moins de 5 ans, l'équipe d'inspection n'a pas vérifié la réalisation et la traçabilité de la visite ED précédant la visite HED de 2021.

L'exploitant appliquant une démarche RBI (Risk Based Inspection), les représentants de la DREAL ont interrogé l'exploitant sur les modalités d'application de cette démarche. Le logiciel de l'exploitant appliquant la démarche RBI a été présenté. Cet outil prend en compte des épaisseurs minimales acceptables pour les principales parties du réservoir (toit, viroles, fond) et des cinétiques de pertes d'épaisseur. Il en déduit une durée théorique pendant laquelle l'équipement peut être maintenu en service.

Toutefois, les représentants de l'exploitant n'ont pas pu justifier des épaisseurs minimales considérées, de leur provenance, ainsi que de la prise en compte des incertitudes inhérentes à la mesure d'épaisseur par ultrasons et d'éventuels facteurs de sécurité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°02 :** Pour l'application de la démarche RBI au réservoir B210, l'exploitant transmettra à l'Inspection les éléments justifiant du respect des dispositions du paragraphe 5 du guide DT 94 (pages 19 à 24) encadrant la méthode RBI et en particulier :

- le référentiel utilisé (EEMUA / API / DT) ;
- les facteurs déterminant la probabilité de défaillance ;
- l'évaluation des conséquences de défaillance ;
- la criticité ;
- le cas échéant, le facteur de confiance.

**Demande n°03 :** Dans la continuité des échanges en salle sur cette méthode RBI, l'exploitant transmettra également à l'Inspection les justifications suivantes :

- la nature des épaisseurs minimales considérées (épaisseurs de calcul, épaisseurs mini de fabrication, épaisseurs nominales,...) et leur provenance ;
- les dates des différentes mesures d'épaisseurs réalisées et prises en compte ;
- la méthode de prise en compte des incertitudes associées à la mesure d'épaisseurs par ultrasons.

Dans le cas où ces interrogations remettraient en cause tout ou partie de la méthodologie en vigueur, l'exploitant indiquera dans ce cas les modifications apportées à l'application de la démarche RBI pour son réservoir B210 et les conséquences sur les périodicités de contrôle. Ces éléments seront transmis dans un délai de 3 mois à compter de la réception du présent rapport.

**Observation n°02 :** Conformément au § 6.3 du guide DT 94, l'Inspection précise qu'une date de prochaine visite Hors Exploitation Détaillée (HED) une fois qu'elle est déterminée par la méthode RBI ne peut pas être reportée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 12 : 12) Examen d'un dossier d'ouvrage GC – Rapports de contrôle

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Examen d'un dossier d'équipement (rétention)

##### **Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et
- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ;
- (...).

L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

##### **Constats :**

Pour ce point de contrôle, l'équipe d'inspection a examiné par sondage certains documents figurant dans le dossier de la rétention associée au réservoir B210.

Cette rétention comporte le réservoir B210, qui est suivi au titre du PM2I et qui contient de l'acide acrylique possédant les mentions de dangers H400 (écotoxique) et H226 (inflammable). Il s'agit



donc d'un ouvrage de catégorie II au sens du § 3.2 du guide DT 92. Par application du § 7.1.3 du même guide, cette rétention fait l'objet de visites de périodicité annuelle.

L'exploitant a présenté le rapport de contrôle APAVE n°23309969 daté du 28/12/2023. Ce contrôle datant de moins d'1 an, la rétention du réservoir B210 n'était pas en retard d'échéance de contrôle au titre du PM2I au jour de la présente visite DREAL. Le rapport de contrôle du 28/12/2023 relève plusieurs défauts de niveau D2 (au sens du § 6.3 du guide DT 92). Ces défauts avaient également été relevés en 2020. Le § 7.8 du guide DT 92 impose un délai de 5 ans pour lever les défauts de niveau D2.

Sur le sujet, l'exploitant a indiqué avoir demandé les crédits au niveau du groupe DOW pour pouvoir faire les travaux de remise en état en 2025. Ce délai de remise en état serait donc conforme au délai maximal prescrit par le guide DT 92.

Interrogés par l'équipe d'inspection, les représentants de l'exploitant ont indiqué ne pas mettre en œuvre de dispositions particulières pour s'assurer des délais maximaux de remise en état fixés pour les ouvrages de Génie Civil par le guide DT 92 : 5 ans pour les défauts D2 et 3 ans pour les défauts D3.

**Non-conformité n°02 (fait modéré) :** L'exploitant ne met pas en œuvre de dispositions particulières pour s'assurer des délais maximaux de remise en état fixés pour les ouvrages de Génie Civil par le Guide DT 92 : 5 ans pour les défauts D2 et 3 ans pour les défauts D3.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observation n°03 :** L'Inspection rappelle que les délais de remise en état fixés par le guide DT 92 (§7.8) ont une portée réglementaire. L'échéance de remise en état des défauts de niveau D2 de la rétention du réservoir B210 correspond à l'année 2025. Dans ce contexte, l'Inspection invite l'exploitant à la vigilance pour que les travaux de remise en état de la rétention du réservoirs B210 soient effectivement réalisés au plus tard en 2025.

**Demande n°04 :** L'Inspection demande à l'exploitant de mettre en place des dispositions d'organisation permettant de s'assurer du respect des délais maximaux fixés par le guide DT 92 pour la remise en état des défauts identifiés lors des contrôles PM2I sur les ouvrages de Génie Civil.

L'exploitant informera l'Inspection des mesures mises en place à cet effet dans un délai de 3 mois (à compter de la réception du présent rapport).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 13 : 13) Examen d'un dossier de tuyauterie – Rapports de contrôle**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Examen d'un dossier d'équipement (tuyauterie)

**Prescription contrôlée :**

(...) A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.

L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les

recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)

#### **Constats :**

Concernant le suivi des tuyauteries au titre du PM2I, l'exploitant a indiqué qu'il appliquait le guide DT 96. Par ailleurs, il met en œuvre une démarche par « équipement témoin », car les tuyauteries concernées sont similaires à la fois par leurs caractéristiques techniques et leurs conditions d'exploitation.

La démarche témoin est évoquée aux pages 8 à 10 du guide DT 96 (pour le suivi de tuyauteries au titre du PM2I).

Par analogie, du côté du suivi en service d'Équipements Sous Pression (ESP), la fiche AQUAP 2005/01 révision 04 encadre la démarche témoin pour les décalorifugeages de récipients.

Sur le sujet, l'Inspection a bien noté que les modalités de suivi des tuyauteries d'acide acrylique au titre du PM2I seront formalisées dans un plan d'inspection pour fin septembre 2024 au plus tard (cf. point de contrôle n° 08 ci-dessus).

Dans ce cadre, l'exploitant a précisé en séance qu'il a considéré le tronçon de tuyauterie T2101 comme représentatif (équipement témoin), puis depuis 2024, le tronçon représentatif est le tronçon T2104.

Ainsi, le tronçon T2101 a été contrôlé en 2020. L'exploitant a présenté le rapport de contrôle du tronçon de tuyauterie T2104 (rapport APAVE en date du 21/06/2024 incluant des mesures d'épaisseur).

L'Inspection rappelle que les règles encadrant un suivi d'Équipements Sous Pression (ESP) par démarche témoin préconisent de ne pas changer d'équipement témoin sauf raison particulière. Un changement d'équipement témoin peut être pertinent si l'équipement témoin n'est pas représentatif de l'ensemble des équipements de l'ensemble suivi, ou n'est pas concerné de façon pénalisante pour un mode de dégradation, ou n'est pas inspectable comme prévu par le plan d'inspection...

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observation n°04 :** Concernant la démarche témoin, l'Inspection invite l'exploitant à prendre connaissance des dispositions du § 12 de la fiche AQUAP 2005/01 rév. 4 et à les appliquer de façon adaptée pour le suivi des tuyauteries d'acide acrylique au titre du PM2I.

**Observation n°05 :** Même s'il s'agit d'un suivi au titre du PM2I, l'exploitant indiquera à l'Inspection les raisons l'ayant conduit à changer d'équipement témoin pour le suivi PM2I de ses tuyauteries (dans un délai de 3 mois à compter de la réception du présent rapport).

**Type de suites proposées :** Sans suite